Cipango

Cahiers d'études japonaises

23 | 2020

Charbon et communautés minières au Japon

GALAN Christian, OLIVIER Jean-Marc (dir.), 2016,
Histoire du et au Japon : de 1853 à nos jours, Éditions
Privat, Toulouse, 351 p.

Pierre-François Souyri

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/cipango/4152>

DOI : 10.4000/cipango.4152

ISSN : 2260-7706

Éditeur

INALCO

Édition imprimée

Date de publication : 1 juillet 2020

ISBN : 9782858313426

ISSN : 1164-5857

Référence électronique

Pierre-François Souyri, « GALAN Christian, OLIVIER Jean-Marc (dir.), 2016, *Histoire du et au Japon : de 1853 à nos jours*, Éditions Privat, Toulouse, 351 p. », *Cipango* [En ligne], 23 | 2020, mis en ligne le 16 juin 2020, consulté le 30 juin 2021. URL : <http://journals.openedition.org/cipango/4152> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/cipango.4152>

Cipango est mis à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale 4.0 International.

**GALAN Christian, OLIVIER Jean-Marc (dir.),
2016, *Histoire du et au Japon : de 1853 à nos jours*,
Éditions Privat, Toulouse, 351 p.**

Comme la plupart des ouvrages collectifs, le livre dirigé par Christian Galan et Jean-Marc Olivier est issu d'un colloque, organisé dans ce cas précis à Toulouse en mai 2012. Il regroupe en tout dix-huit contributions, d'une quinzaine de pages chacune, auxquelles il faut ajouter la longue mais belle introduction au volume de Carol Gluck.

Ainsi que le rappellent les directeurs du projet en avant-propos, ce livre a un objet principal : ne pas « se satisfaire du récit occidental » des choses, et donc aller voir d'un peu plus près « la face cachée de la lune » comme disait Claude Lévi-Strauss. Il participe de ce courant qui, depuis une vingtaine d'années maintenant, cherche à articuler l'histoire dans toutes ces dimensions géographiques, depuis la *global history* jusqu'à l'histoire connectée. Cette démarche ne se satisfait pas de la tentation exotique et oblige à s'enquérir des trous noirs de nos connaissances et, dans le cas du Japon plus qu'ailleurs encore, à nous frotter avec les historiens locaux. L'auteur de ces lignes ne peut que souscrire à pareille manière de voir les choses¹. La réintégration du Japon « dans le champ de la réflexion historique comme un référent possible et pertinent » pour laquelle plaident les éditeurs de l'ouvrage est un combat que tous les spécialistes du Japon devraient avoir à cœur de mener, un impératif pour toute notre profession.

1. Voir mon *Moderne sans être occidental : aux origines du Japon d'aujourd'hui*, Paris, Gallimard, 2016.

L'historienne new yorkaise Carol Gluck l'a compris sans doute très tôt, elle qui s'est toujours efforcée d'entretenir le dialogue entre historiens japonais, historiens occidentaux du Japon et historiens tout court². La chose est sans doute plus aisée aux États-Unis qu'en Europe du fait des liens historiques qui unissent – pour le meilleur et pour le pire – le Japon et l'Amérique. Et n'oublions pas que, pour de nombreux citoyens américains d'origine japonaise, la guerre d'Ōnin ne sonne pas plus exotique que la guerre de Cent Ans.

Dans la première partie de son texte qui se veut une métahistoire de l'historiographie japonaise d'après-guerre, Carol Gluck identifie des phases qui sont communes aux différentes historiographies japonaises, européennes et américaines, tout en nous rappelant à juste titre que le paysage historique n'est jamais aussi homogène que ne le prétendent les nomenclatures. Elle évoque d'abord l'histoire de la nation qui caractérise l'histoire à la fin du XIX^e siècle, puis l'histoire du changement social, commune aux historiens entre 1914 et les années 1930, et dans laquelle l'historiographie marxiste occupe une place de choix, notamment dans le cas japonais. Elle évoque pour l'après-guerre une histoire de la *late modernity* qui examine « les structures du passé afin de guérir le futur de ses pathologies sociales et politiques. » Elle range dans ces courants aussi bien le médiéviste Ishimoda Shō 石母田正 que l'historien des idées Maruyama Masao 丸山眞男 du côté japonais, mais aussi l'historien britannique E. P. Thompson ou le Français Lucien Febvre. Pour elle, les années 1970-1980 inaugurent un tournant, celui de la postmodernité qui conduit les historiens à s'intéresser à une histoire plus micro-sociale, plus culturelle et dont le médiéviste Amino Yoshihiko 網野善彦 pourrait être le chantre dans le cas japonais³.

Carol Gluck cherche aussi à identifier quelques spécificités de l'historiographie japonaise. Elle note d'abord le fort positionnement politique des historiens japonais (*mondai ishiki* 問題意識, « la conscience des problèmes ») qui ont toujours su « combiner une posture très critique avec une

2. Carol GLUCK, « Le 11 septembre, Guerre et télévision au XXI^e siècle », *Annales (Histoire, Sciences Sociales)*, janvier-février 2003, p. 135-162.

3. Voir en français AMINO Yoshihiko, « Le Moyen Âge japonais et quelques questions qu'il pose aux historiens aujourd'hui », *Cipango*, n° 3, 1994, p. 125-158.

recherche empirique de haut niveau ». C'est vrai des historiens marxistes mais aussi des « modernistes » de l'après-guerre ou encore des historiens du courant de la *minshū-shi* 民衆史 (« les gens dans l'histoire ») dans les années 1960-1970, qui, tous, plaçaient leur pratique professionnelle au service de leur vision du changement. Ces courants furent nettement hégémoniques depuis l'après-guerre jusqu'au milieu des années 1970. Et de citer une pléiade d'historiens japonais d'Ishimoda Shō à Tōyama Shigeki 遠山茂樹 ou d'Ōtsuka Hisao 大塚久雄 à Ienaga Saburō 家永三郎 qui, à l'instar d'un Braudel en France, surent développer « la véritable puissance d'une histoire de bonne facture ». Certains d'entre eux sombrèrent néanmoins dans un excès de théorie, une certaine rigidité conceptuelle, voire dans une forme d'histoire sectaire et « leur ferveur submergea souvent leur méthode. » Le reflux de ces courants laissa comme un vide en grande partie comblé au Japon par le courant de la *shakai-shi* 社会史 (« histoire de la société ») qui fut compris par certains – et sans doute à tort – comme une critique définitive du marxisme. Cette nouvelle tendance historique qui sut s'imposer dans les vingt dernières années du xx^e siècle était surtout animée par des médiévistes et se voulait plus tournée vers l'histoire de la vie quotidienne, l'étude des marges et des interstices de la société. Amino Yoshihiko et quelques autres comme Katsumata Shizuo 勝俣静雄⁴ s'imposèrent alors comme les tenants d'un renouvellement majeur assurant des passerelles avec les ethnologues, les archéologues ou les historiens de l'art et de l'architecture⁵. Mais le parcours historiographique japonais peut trouver des échos dans d'autres pays où la crise du marxisme aboutit également à des réajustements : il en alla ainsi de l'*Alltagsgeschichte* allemande, de la nouvelle histoire sociale américaine qui fut à son tour submergée par les tenants des *cultural studies* tandis qu'en Inde émergeait le courant des *subaltern studies*. Ici, les historiens cherchaient à intervenir aussi dans le champ du social et des mémoires collectives.

4. KATSUMATA Shizuo, *Ikki, Ligues, conjurations et révoltes dans le Japon d'autrefois*, Paris, Publications du CNRS, 1991 [1980].

5. Voir le numéro spécial des *Annales (Histoire, Sciences Sociales)*, « L'histoire du Japon sous le regard japonais », mars-avril 1995.

Carol Gluck s'intéresse aussi aux pratiques de la communauté historienne et explique qu'au Japon les changements paradigmatiques vinrent souvent de ceux qui étaient extérieurs au sérail universitaire. Reprenant la formule de Kano Masanao 鹿野政直, elle cite l'exemple des intellectuels *minkan* « parmi le peuple » 民間 qui, agissant en « historiens aux pieds nus », élaborèrent en dehors de l'université une histoire hétérodoxe⁶, ou influencèrent celle écrite par les générations ultérieures. Irokawa Daikichi 色川大吉 dans les années 1960 (pour le courant *minshū-shi*) ou Amino Yoshihiko (pour la *shakai-shi*) dans les années 1980 furent de ceux-là. Irokawa chercha à écrire une histoire de l'ère Meiji à partir de la réception de la modernité dans les couches moyennes des campagnes, tandis qu'Amino repensait le Moyen Âge en regardant vers les marges.

L'historienne rappelle aussi combien, à l'instar de mouvements comme *History workshop* en Grande-Bretagne, les historiens japonais durent parfois affronter le consensus conservateur de leur temps pour tenter de construire avec plus ou moins de bonheur une histoire alternative : on pense bien entendu à la tentative sans succès d'Ishimoda Shō et de son mouvement d'histoire populaire (*kokumin rekishi undō* 国民歴史運動) dans les années 1950, mais aussi aux combats d'Ienaga Saburō contre la censure gouvernementale des manuels scolaires ou encore au travail de Yoshimi Yoshiaki 吉見 義明 sur les femmes de réconfort dans les années 1990. Elle montre aussi comment au Japon, comme ailleurs, des historiens tentèrent de pratiquer la comparaison et d'intégrer l'histoire nationale dans une histoire plus large, transnationale, où l'Asie joue le rôle central au détriment de l'Occident dont le rôle a toujours été surévalué. De nombreux colloques et congrès réunissant historiens chinois, coréens et japonais montrent depuis une vingtaine d'années que les acteurs de la discipline, dépassant les frontières nationales et les réactions nationalistes épidermiques tentent de construire une histoire originale et autonome de l'Asie orientale.

6. Kano Masanao qui a inventé le concept, range parmi les plus connus des *minkan gakusha* 民間学者, (chercheurs non officiels en quelque sorte), les ethno-folkloristes comme Yanagita Kunio 柳田国男, Minagata Kumakusu 南方熊楠, Orikuchi Shinobu 折口信夫 ou encore Iha Fuyū 伊波普猷, le fondateur des études consacrées aux Ryūkyū, ou encore l'historienne féministe et autodidacte Takamure Itsue 高群逸枝 ou le critique d'art coréanophile Yanagi Muneyoshi 柳宗悦.

Les autres contributions du volume sont regroupées dans le cadre de trois rubriques chronologiques : « modernisation (1853-1889) », « empire (1889-1945) » et « reconstruction, puissance et doutes (depuis 1945) ». Dans les deux premières parties les différents intervenants, suivant d'ailleurs une partie de l'historiographie japonaise récente, cherchent à montrer que le basculement de l'histoire moderne se situe finalement plus en 1889 qu'en 1868. La période qui s'ouvre en 1853 avec l'arrivée des Occidentaux est comprise comme une période de tâtonnements, d'adaptations, de glissements progressifs au cours de laquelle le changement institutionnel représenté par la chute du shogunat est presque anecdotique, tant est désormais prégnante l'importance attribuée à l'émergence de l'État-nation qui s'affirme autour de la personne impériale dans le cadre d'un empire colonial avec une force nouvelle au tournant des années 1890 (Constitution de 1889, ouverture du parlement en 1890, rescrit impérial sur l'éducation en 1890, premières aventures militaires sur le continent en 1894, premières expériences coloniales en 1895, révision des traités inégaux dans les années qui suivent). Cette manière de voir les choses reste évidemment discutable comme tout découpage chronologique qui affirme une part de parti-pris. Mais elle a l'avantage de sortir le discours historique en Occident sur le Japon d'un faux semblant qui fait de la « restauration impériale » de 1868 le début d'un changement majeur alors que la première modernisation est le produit au Japon d'une longue histoire qui commence bien avant l'arrivée de Perry et s'achève entre 1889 et la victoire japonaise contre la Russie. La dernière partie de l'ouvrage tournée sur l'après-guerre et le début du XXI^e siècle accorde une grande importance à l'histoire des idées et aux débats intellectuels qui agitèrent le Japon de cette époque. Rédigées au lendemain du tsunami et de l'accident nucléaire de Fukushima, les contributions (notamment celles de Miura Nobutaka et de Sugizaki Taiichirō) montrent pour l'essentiel les doutes qui assaillent la société japonaise face à des défis considérables qu'elle peine à relever.

Pierre-François SOUYRI
Université de Genève